

F. 2001 — 1844

[S - C - 2001/29260]

21 JUIN 2001. — Décret modifiant le décret du 12 juillet 1990 portant création du Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1990 créant le Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté française, les mots « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « Ministère de la Communauté française ».

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les missions du Conseil sont :

1° formuler des propositions dans les domaines de l'enseignement et de la formation organisés ou subventionnés par la Communauté française dans le respect de l'autonomie et de la liberté pédagogique des pouvoirs organisateurs et en prenant en considération les travaux des autres conseils existants;

2° formuler des propositions favorisant l'articulation entre l'enseignement, la formation et les besoins de société. Pour ce faire, le Conseil s'informe régulièrement auprès des organismes chargés de la concertation enseignement - formation - emploi sur le plan régional;

3° remettre des avis sur toutes les réformes fondamentales :

a) de l'enseignement, y compris sur les éventuelles modifications de la durée de l'obligation scolaire, dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires;

b) de la formation organisée ou subventionnée par la Communauté française;

c) des autres types de formation, pour autant qu'elles soient prévues dans des accords de coopération entre la Communauté française, les Régions et la Commission communautaire française;

4° présenter chaque année un rapport d'activités.

§ 2. Le Gouvernement transmet le rapport d'activités au Conseil de la Communauté française, au plus tard le 31 octobre qui suit la fin de l'année scolaire visée par le rapport. »

Art. 3. A l'article 3, alinéa 2, du même décret, les mots « l'Exécutif » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 4, § 2, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et des étudiants de l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « des représentants des hautes écoles, des représentants des organisations représentatives reconnues des étudiants et d'un représentant de l'enseignement de promotion sociale »;

2° les mots « aucune tendance philosophique ou religieuse » sont remplacés par les mots « aucune tendance philosophique, idéologique ou religieuse ».

§ 2. L'article 4, § 3, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« § 3. La Chambre de la formation est composée :

1° a) de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ainsi que de représentants des organisations représentatives des milieux agricoles, de manière à ce qu'il y ait parité au sein des partenaires sociaux;

b) de représentants du Conseil supérieur de l'éducation permanente et de l'enseignement de promotion sociale;

2° de représentants de l'Office communautaire et régional de la formation et de l'emploi (FOREm), de l'Office régional bruxellois de l'emploi (ORBEr), de l'Institut bruxellois francophone de la formation professionnelle (Bruxelles-Formation), de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (IFPME), des organisations de formation agricole. »

§ 3. A l'article 4 du même décret est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

« Siège également au Conseil comme dans chacune des deux chambres avec avis consultatif un fonctionnaire du Service des Affaires générales du Ministère de la Communauté française. »

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les membres de la Chambre de l'enseignement et les membres de la Chambre de la Formation visés à l'article 4, § 3, 1°, sont nommés par le Gouvernement.

Les membres de la Chambre de la formation visés à l'article 4, § 3, 2°, sont nommés par les organismes qu'ils représentent.

Le Gouvernement nomme un membre suppléant pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}.

Les membres suppléants des membres effectifs visés à l'alinéa 2 sont nommés par les organismes concernés.

Le membre suppléant siège en l'absence du membre effectif.

Le mandat des membres est de quatre ans, renouvelable une fois.

§ 2. Le Président de chacune des Chambres est nommé par le Gouvernement sur proposition de la Chambre concernée, parmi ses membres.

§ 3. La présidence du Conseil est assurée alternativement et pour une durée d'une année, par chacun des présidents de Chambres.

Toutefois, la présidence du Conseil ne peut être assurée que par une personne visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du présent article.

Le premier mandat est dévolu par tirage au sort. Le Président de l'autre Chambre assure la vice-présidence. »

Art. 6. L'article 6 du même décret est abrogé.

Art. 7. L'article 7, § 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le Conseil donne des avis et formule des propositions, soit d'initiative, soit à la demande des ministres compétents. »

L'article 7, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Président et le vice-président, après concertation avec les chargés de missions, déterminent les dossiers qui doivent être examinés soit en Conseil, soit par l'une ou l'autre Chambre. »

A l'article 7, § 3, la deuxième phrase est supprimée.

A l'article 7, § 5, les mots « Le Conseil, les Chambres et le Bureau » sont remplacés par les mots « Le Conseil et les Chambres ».

Art. 8. § 1^{er}. A l'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Le Conseil, les Chambres et le Bureau » sont remplacés par les mots « Le Conseil et les Chambres » et les mots « l'Exécutif » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

§ 2. L'article 8, alinéa 2, du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Six chargés de missions sont affectés au Conseil. Deux d'entre eux sont détachés de l'enseignement organisé par la Communauté française, deux d'entre eux sont détachés de l'enseignement officiel subventionné et deux d'entre eux sont détachés de l'enseignement libre subventionné.

Ils sont issus des niveaux d'enseignement fondamental, secondaire, supérieur et de promotion sociale, à raison d'au moins un et de maximum deux par niveau d'enseignement.

Ils sont chargés, sous la responsabilité du Président du Conseil agissant avec la collaboration du vice-président, de la préparation des séances, y compris les études bibliographiques et documentaires sur des problèmes spécifiques et de la rédaction des projets d'avis.

Ils participent avec voix consultative aux réunions du Conseil ainsi qu'aux réunions des groupes de travail dont ils font partie.

Les congés pour mission visés au présent article sont accordés conformément à l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le secrétariat du Conseil et des deux Chambres est assuré par le secrétaire général du ministère de la Communauté française, ou son délégué, de rang 12 au moins. »

Art. 9. A l'article 9, du même décret, les mots « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » sont remplacés par les mots « ministère de la Communauté française ».

Art. 10. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 11. Les congés pour mission accordés par le Gouvernement avant le 31 août 2001 pour accomplir une mission auprès du Conseil prennent fin au plus tard à cette date.

Art. 12. Le Conseil est entièrement renouvelé le 1^{er} septembre 2001.

Les chargés de mission visés à l'article 8 sont détachés auprès du Conseil à partir du 1^{er} septembre 2001.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001 à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le 31 août 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) Session 2000-2001.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 163-1. Amendements de commission, n° 163. 2. Rapport, n° 163-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 juin 2001.

VERTALING

N. 2001 — 1844

[C — 2001/29260]

21 JUNI 2001. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 juli 1990 tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van het decreet van 12 juli 1990 tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap worden de woorden « Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » vervangen door de woorden « Ministerie van de Franse Gemeenschap ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De opdrachten van de Raad bestaan erin :

1° voorstellen te doen op het vlak van het onderwijs en de vorming, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met eerbied voor de autonomie en pedagogische vrijheid van de inrichtende machten en rekening houdend met de werkzaamheden van de andere bestaande raden;

2° voorstellen te doen die de wisselwerking tussen het onderwijs, de vorming en de maatschappelijke noden ten goede komen. Hiertoe informeert de Raad zich regelmatig bij de gewestelijke overlegorganen voor onderwijs - vorming - werkgelegenheid;

3° adviezen uit te brengen over alle belangrijke hervormingen :

van het onderwijs, met inbegrip van de eventuele wijzigingen aan de duur van de schoolplicht, geheel in naleving van de wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen;

van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde vorming;

van de andere soorten vorming, voorzover deze opgenomen zijn in de samenwerkingsakkoorden tussen de Franse Gemeenschap, de Gewesten en de Franse Gemeenschapscommissie;

4° ieder jaar een activiteitenverslag voor te leggen.

§ 2. De Regering verstuurt het activiteitenverslag naar de Raad van de Franse Gemeenschap uiterlijk tegen 31 oktober volgend op het einde van het in het verslag bedoelde schooljaar. »

Art. 3. In artikel 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « De Executieve » vervangen door de woorden « De Regering ».

Art. 4. § 1. In artikel 4, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « en van de studenten van het hoger onderwijs » worden vervangen door « van de vertegenwoordigers van de hogescholen, van de vertegenwoordigers van de erkende representatieve studentenverenigingen en van een vertegenwoordiger van het onderwijs voor sociale promotie »;

2° de woorden « Geen enkele filosofische of godsdienstige strekking » worden vervangen door « Geen enkele filosofische, ideologische of godsdienstige strekking ».

§ 2. Artikel 4, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

« § 3. De Kamer voor vorming omvat :

1° a) vertegenwoordigers van de representatieve verenigingen van werkgevers en werknemers en van de representatieve verenigingen van landbouwers, met pariteit tussen de sociale partners;

b) vertegenwoordigers van de Hoge Raad voor permanente vorming en het onderwijs voor sociale promotie;

2° vertegenwoordigers van de « Office communautaire et régional de la formation et de l'emploi » (FOREm), de « Office régional bruxellois de l'emploi » (ORBEm), het « Institut bruxellois francophone de la formation professionnelle » (Bruxelles-Formation), het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (IFPME), de organisaties voor landbouwopleiding. »

§ 3. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« Een ambtenaar van de Dienst Algemene Zaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap zetelt eveneens zowel in de Raad als in de twee kamers, met raadgevende stem. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De leden van de Kamer voor het onderwijs en de leden van de Kamer voor vorming, bedoeld in artikel 4, § 3, 1°, worden benoemd door de Regering.

De leden van de Kamer voor vorming, bedoeld in artikel 4, § 3, 2°, worden benoemd door de organen die zij vertegenwoordigen.

De Regering duidt een plaatsvervanger aan voor elk werkend lid bedoeld in het eerste lid.

De plaatsvervangers van de in het tweede lid bedoelde werkende leden worden benoemd door de betrokken organen.

De plaatsvervanger zetelt in afwezigheid van het werkend lid.

Het mandaat van de leden duurt vier jaar en kan eenmaal worden hernieuwd.

§ 2. De Voorzitter van elkeen van de Kamers wordt aangeduid door de Regering, op voordracht van de betrokken Kamer, onder haar leden.

§ 3. Het voorzitterschap van de Raad wordt afwisselend en voor een duur van een jaar waargenomen door elkeen van de voorzitters van de Kamers.

Het voorzitterschap van de Raad kan evenwel maar worden waargenomen door één persoon bedoeld in § 1, eerste lid, van dit artikel.

Het eerste mandaat wordt toegekend bij trekking. De Voorzitter van de andere Kamer is ondervoorzitter.

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Raad verstrekt advies en formuleert voorstellen, op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde ministers. »

Artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De voorzitter en de ondervoorzitter bepalen, na overleg met de opdrachthouders, de dossiers die moeten worden behandeld, hetzij door de Raad, hetzij door een van beide Kamers. »

In artikel 7, § 3, wordt de tweede zin geschrapt.

In artikel 7, § 5, worden de woorden « De Raad, de Kamers en het Bureau » vervangen door « De Raad en de Kamers ».

Art. 8. § 1. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « De Raad, de Kamers en het Bureau » vervangen door « De Raad en de Kamers » en worden de woorden « de Executieve » vervangen door « de Regering ».

§ 2. Artikel 8, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Zes opdrachthouders worden aangesteld op de Raad. Twee ervan zijn gedetacheerd van het onderwijs dat is ingericht door de Franse Gemeenschap, twee ervan zijn gedetacheerd van het gesubsidieerd officieel onderwijs en twee ervan zijn gedetacheerd van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Zij zijn afkomstig van het basis, secundair, hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, naar rata van minstens één en maximum twee per onderwijsniveau.

Zij staan, onder de verantwoordelijkheid van de Voorzitter van de Raad die handelt in samenspraak met de ondervoorzitter, in voor de voorbereiding van de zittingen, met inbegrip van de bibliografische en documentaire studies over specifieke problemen en voor de opmaak van ontwerpadviezen.

Zij hebben raadgevende stem in de vergaderingen van de Raad en ook in de vergaderingen van de werkgroepen waarvan zij deel uitmaken.

De verlopen voor een opdracht bedoeld in dit artikel worden toegekend overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende de regelgeving inzake de opdrachten, de verlopen wegens opdracht en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het secretariaat van de Raad en van beide Kamers wordt verzorgd door de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap of door diens afgevaardigde die minstens rang 12 heeft. »

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden « Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap » vervangen door « Ministerie van de Franse Gemeenschap ».

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde decreet is opgeheven.

Art. 11. De verlopen wegens opdrachten die door de Regering zijn verleend vóór 31 augustus 2001 om een opdracht te vervullen bij de Raad, lopen uiterlijk op deze dag ten einde.

Art. 12. De Raad wordt volledig vernieuwd op 1 september 2001.

De in artikel 8 bedoelde opdrachthouders worden vanaf 1 september 2001 gedetacheerd naar de Raad.

Art. 13. Dit decreet treed in werking op 1 september 2001, met uitzondering van artikel 11 dat van kracht wordt op 31 augustus 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) Zitting 2000-2001.

Documenten van de Raad. - Ontwerpdecreet, nr. 163-1. Amendementen in de commissie, nr. 163-2. Verslag, nr. 163-3.

Integraal verslag. - Bespreking en stemming. Zitting van 12 juni 2001.